RÉUNION PUBLIQUE DU 21 FEVRIER 2019
RÉALISÉE A NONANCOURT EN COLLABORATION AVEC LA COMMUNE DE LA MADELEINE DE NONANCOURT

NOMBRE DE PARTICIPANTS RECENSÉS : 28

Est pris en compte, dans ce tableau, le nombre de personnes validant la suggestion, à chaque fois que possible.

Fiscalité et dépenses publiques		Organisation de l'Etat et des collectivités publiques		Transition écologique		Démocratie et citoyenneté		Autres	
Ré-indexation des retraites et révision à la hausse du système de reversions	17	Simplifier l'accès pour tous aux administrations.		Excellium diesel plus bas que le diesel.		Référendum d'initiative citoyenne soit plus facile à mettre en place.	14	Ne plus qualifier la guerre d'Algérie de « crime contre l'humanité ».	3
Eviter l'évasion fiscale des multinationales.	17	Difficulté de s'orienter vers le bon interlocuteur.		Réduction des tarifs des prix des produits sains (bio).		Plus d'informations, voire la mise en œuvre d'un calendrier répertoriant les lois et les décrets qui vont être votés.	17	Cesser d'opposer les classes sociales entre elles.	
Meilleure utilisation des impôts.	17	Réduire le nombre de parlementaires.		Transition écologie intelligente (plus de transport en milieu rural).		Exiger que tout vote soit fait avec le quorum de parlementaires.	17	Accès aux soins à l'identique pour tous.	
Valoriser le travail pour que les personnes puissent vivre dignement.		Arrêter de supprimer les services publics de proximité.		Maintenir la gare SNCF		Impunité des délinquants mineurs et problématique de la petite délinquance.	11	Inégalité du coût des transports selon que l'on réside à la grande ville ou en milieu rural.	
TVA à réduire fortement sur les produits de 1ere nécessité (eau, gaz, électricité, carburant,…)						Remise en place d'un service militaire ou civique obligatoire.	17	Une meilleure prise en compte de tout type d'handicap.	
Plus de transparence sur l'utilisation des deniers de l'Etat.									
Consensus – débat sur les privilèges et avantages divers des hauts fonctionnaires.									
Suppression de la CSG sur les retraites									